



STATUTS SUD OISE ESCALADE

Dénomination de l'association : Sud Oise Escalade

Fondée en : 1995

Objet : pratique des sports de pleine nature liés à la montagne

Siège social : Saint Maximin

Département : Oise

TITRE I - Objet - Dénomination – Durée - Siège – Affiliation – Moyens d'action

Article 1 - Objet

Il est formé entre les soussignés et les personnes qui adhéreront aux présentes et rempliront les conditions ci-après, une association, qui est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les présents statuts. Elle a pour objet la pratique de l'éducation physique, principalement les sports de pleine nature liés à la montagne, en particulier l'escalade, dans le respect du développement durable.

Article 2 - Dénomination

La dénomination de l'association est : Sud Oise Escalade

Article 3 - Durée

La durée de l'association est illimitée.

Article 4 – Lieu

Le siège de l'association est à : Mairie 60740 Saint Maximin

Il peut être transféré à tout autre endroit par décision du Comité Directeur et ratification de l'Assemblée Générale.

Article 5 - Affiliation

L'association est affiliée à la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade (FFME).

Article 6 - Moyens d'action

Les moyens d'action de l'association sont notamment :

- L'organisation de toutes les épreuves, compétitions ou manifestations sportives entrant dans le cadre de son activité et, en général, toutes initiatives propres à servir cette activité notamment la formation physique et morale de la jeunesse

- La mise en place :

- d'une école de jeunes
- d'un calendrier d'activités
- de stages
- d'assemblées périodiques
- de séances d'entraînement
- de conférences ou cours sur les questions sportives
- de tout exercice ou toute initiative propre

TITRE II - Composition de l'association

Article 7 - Les membres

L'association se compose de membres actifs et de membres honoraires. Chaque membre de l'association doit être agréé par le Comité Directeur et payer une cotisation annuelle dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale.

L'admission d'un membre comporte de plein droit, par ce dernier, adhésion aux statuts et règlements intérieurs.

Article 8 - Les membres actifs

Sont appelés membres actifs, les membres de l'association qui participent régulièrement aux activités et contribuent donc activement à la réalisation des objectifs.

Pour être membre actif de l'association, il faut avoir acquitté le droit d'entrée et la cotisation fixés par l'Assemblée Générale et être détenteur d'une licence fédérale FFME de l'année en cours. La demande d'admission d'un mineur doit être accompagnée de l'autorisation de ses représentants légaux.

Article 9 – Les membres honoraires

Le titre de Président d'honneur, vice-Président d'honneur ou membre d'honneur peut être décerné par le Comité Directeur aux personnes physiques qui rendent ou ont rendu des services à l'association ou qui, par leurs actes, peuvent être utiles à l'association. Ces membres ne sont pas tenus au paiement d'une cotisation ou de droits d'entrée.

Les membres honoraires peuvent assister aux assemblées générales avec voix consultative.

Article 10 - Perte de la qualité de membre

La qualité de membre de l'association se perd :

- 1- par la démission adressée par écrit au Président de l'association ;
- 2- par la radiation prononcée par le Comité Directeur pour non-paiement de la cotisation ;
- 3- par la radiation prononcée par le Comité Directeur pour non-respect du règlement intérieur du club ou de la FFME ;

4- par décision motivée du Comité Directeur, s'il s'agit d'un membre dont les paroles ou les actes ont, ou ont eu, un but ou un résultat nuisible au bon fonctionnement (en particulier à sa sécurité ou celle d'autrui) et à la réputation morale de l'association, l'intéressé ayant préalablement été appelé à fournir des explications accompagné de la personne de son choix.

Une exclusion du Comité Directeur implique une inéligibilité de 3 ans.

5- par la radiation prononcée selon les règlements de la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade ;

6- par le décès.

Article 11 - Refus d'adhésion

Le Comité Directeur peut refuser une demande d'adhésion au club.

Cette décision ne peut concerner qu'une personne ayant été radiée précédemment. L'intéressé ayant préalablement été appelé à fournir des explications accompagné de la personne de son choix.

Article 12 - Rétribution des membres

Les membres du Comité Directeur ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qu'ils exercent.

Toutefois les frais et débours occasionnés par l'accomplissement de leur mandat peuvent leur être remboursés au vu des pièces justificatives et suivant les dispositions prévues par le règlement intérieur. Le rapport financier présenté à l'assemblée générale ordinaire doit faire mention des remboursements de frais de mission et de déplacement, payés à des membres du Comité Directeur.

Article 13 - Les devoirs de l'association

L'association s'engage :

1- à se conformer entièrement aux règlements établis par la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade ou par ses organes déconcentrés;

2- à exiger de tous les membres actifs qu'ils soient détenteurs de la licence fédérale de l'année en cours;

3- à se soumettre aux sanctions disciplinaires qui lui seraient infligées par application desdits règlements;

- 4- à assurer la liberté d'opinion, et le respect des droits de la défense ;
- 5- à s'interdire toute discrimination illégale dans l'organisation, le fonctionnement et la vie de l'association;
- 6- à veiller à l'observation des règles déontologiques du sport définies par le Comité National Olympique et Sportif Français;
- 7- à respecter les règles d'encadrement, d'hygiène et de sécurité applicables aux disciplines sportives pratiquées par leurs membres;
- 8- à tenir à jour une liste nominative de ses membres indiquant pour les membres actifs le numéro de la licence délivrée par la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade;
- 9- à verser à la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade et à ses organes déconcentrés suivant les modalités fixées par les règlements de celle-ci toute somme dont le paiement est prévu par lesdits règlements.
- 10- l'association s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique ou confessionnel.

TITRE III - Ressources de l'association

Article 14

Les ressources annuelles de l'association se composent :

- 1- des cotisations versées par ses membres dans les termes de la loi ;
- 2- des subventions qui peuvent lui être accordées ;
- 3- des revenus de biens et valeurs appartenant à l'association ;
- 4- des recettes des manifestations sportives ;
- 5- des recettes des manifestations non sportives organisées à titre exceptionnel ;
- 6- de toutes autres ressources ou subventions qui ne seraient pas contraires aux lois en vigueur.

Il est tenu une comptabilité complète de toutes les recettes et de toutes les dépenses.

Le budget annuel est adopté par le comité directeur avant le début de l'exercice.

Les comptes sont soumis à l'Assemblée Générale dans un délai inférieur à six mois à compter de la clôture de l'exercice.

TITRE IV – Administration

Article 15 – Election du Comité Directeur

L'association est administrée par un Comité Directeur composé de 12 membres élus par l'Assemblée Générale ordinaire pour une durée de 3 années entières et consécutives, au scrutin secret, à la majorité relative des membres actifs présents et, le cas échéant, représentés.

Le Comité Direction se renouvelle par tiers chaque année. Les premiers membres sortants sont désignés par le sort.

Le vote par procuration est autorisé, dans la limite de 2 procurations par électeur.

Peuvent seuls prendre part à l'élection des membres du Comité Directeur, les membres de l'association âgés de seize ans au moins, à jour de leurs cotisations et titulaires de la licence fédérale en cours de validité. Les membres de moins de seize ans sont représentés par leurs parents ou leur tuteur légal.

Ne sont pas éligibles au comité directeur :

- les personnes mineures ;
- deux membres d'une même famille ou conjoints
- les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales ;
- les personnes professionnelles libérales ou salariées dans le domaine des sports de montagne (guide, encadrant, fournisseur, constructeur...).

Les membres sortant sont rééligibles.

En cas de vacance (décès, démission, exclusion, etc.), le Comité Directeur peut pourvoir provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la prochaine assemblée générale ordinaire. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin au moment où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

La composition du Comité Directeur doit refléter la composition de l'Assemblée Générale, pour permettre l'égal accès des femmes et des hommes aux instances dirigeantes.

Article 16 – Révocation du Comité Directeur

L'Assemblée Générale peut mettre fin au mandat du Comité Directeur avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

1. L'assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres ;

2. Les deux tiers des membres de l'Assemblée Générale doivent être présents ou représentés ;
3. La révocation du Comité Directeur doit être décidée à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

En cas de révocation du Comité Directeur, l'Assemblée Générale élit immédiatement, en son sein, parmi les représentants des clubs, trois personnes chargées d'expédier les affaires courantes et d'organiser de nouvelles élections dans un délai compris entre trois et cinq semaines. Parmi ces trois personnes, l'une d'elle est chargée d'assumer par intérim les fonctions de Président de l'association.

Article 17 - Election du Bureau

Le Comité Directeur élit pour 1 an son Bureau qui est composé d'au moins un Président, un Secrétaire, un Trésorier.

Dans la mesure où des membres se présentent, et élus au même titre que les autres membres du Bureau, il peut y avoir également un vice-Président, un vice-Trésorier et un vice-Secrétaire. A noter que ces sièges ne sont pas obligatoires au sein de l'association mais présents dans la condition de candidat.

Le mandat d'un membre du Bureau peut être interrompu par vote du Comité Directeur, l'intéressé ayant préalablement été appelé à fournir des explications accompagnées de la personne de son choix.

En cas de vacance (décès, démission, exclusion, etc.), le Comité Directeur peut pourvoir provisoirement au remplacement des membres du Bureau. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin au moment où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Article 18 - Les réunions

Le Comité Directeur se réunit au moins 1 fois par trimestre et sur la convocation de son Président ou à la demande de la moitié des membres qui le composent. Dans tous les cas les convocations sont établies par écrit, signées par le Président et adressées 15 jours avant la réunion par voie postale ou électronique.

La présence effective du tiers au moins des membres est nécessaire pour la validité des délibérations qui sont prises à la majorité relative des membres présents. Le vote par procuration est autorisé, dans la limite de 2 procurations par électeur. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

Seules les questions figurant à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'un vote.

Les délibérations du Comité Directeur sont constatées par des comptes-rendus signés par le Président de la séance et par le Secrétaire.

Tout membre du Comité Directeur qui aura, sans excuse acceptée par celui-ci, manqué trois séances consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Les membres du club et les personnes rétribuées par l'association peuvent être invitées à assister, avec voix consultative, aux séances du Comité Directeur.

Article 19 - Rôle du Comité Directeur

Le Comité Directeur est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et la direction des affaires de l'association et pour faire autoriser tous actes et opérations permis à l'association et qui ne sont pas réservés à l'Assemblée générale.

Il délibère et statue notamment sur toutes les propositions qui lui sont présentées, sur l'attribution des recettes, et sur les radiations.

Il autorise tout contrat ou convention passés entre l'association d'une part et un membre du Comité Directeur, son conjoint ou un proche, d'autre part. Ce document sera présenté pour information à la prochaine Assemblée Générale.

Article 20 - Rôle du Bureau

Le Bureau expédie toutes les affaires urgentes dans l'intervalle des séances du Comité Directeur. Il est spécialement chargé de l'administration courante de l'association et de ses différents services, des rapports avec les pouvoirs publics et la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade et ses organes déconcentrés.

Il prend d'urgence toutes mesures nécessaires au bien de l'association et du sport, sous condition d'en référer au Comité Directeur à sa première réunion.

Article 21 - Rôle des membres du Bureau

Le Président est chargé d'exécuter les décisions du Comité Directeur et du Bureau. Il signe avec le Trésorier les ordonnances de paiement, les retraits et décharges de sommes, les actes de vente et d'achat de tous titres et valeurs et toutes opérations de caisse. Il préside les Assemblées Générales et les réunions. Il représente l'association en justice, tant en demande qu'en défense, et dans tous les actes de la vie civile.

Le Secrétaire est chargé des convocations, rédige les comptes-rendus et procès-verbaux et la correspondance, tient le registre des membres de l'association et garde les archives.

Le Trésorier établit ou fait établir, sous sa responsabilité, les comptes de l'association. Il est chargé de l'appel des cotisations. Il procède, sous le contrôle du Président, au paiement et à la

réception de toutes sommes. Il établit un rapport sur la situation financière de l'association et le présente à l'Assemblée Générale annuelle.

Le vice-président, vice-trésorier, vice-secrétaire, sont présents pour seconder les élus à leurs postes. Ils donnent aide à toutes tâches qu'on leur confie, prennent toute décision en accord avec les élus. Ils représentent ceux-ci en leur absence et les remplace de gré s'ils décèdent.

Article 22 - Rôle des autres membres du Comité Directeur

Les attributions des autres membres du Comité Directeur sont déterminées par un règlement intérieur, arrêté par le Comité Directeur et approuvé par l'Assemblée Générale ordinaire.

TITRE V - Les Assemblées Générales

Article 23

Les Assemblées Générales, tant ordinaires qu'extraordinaires, se composent des membres actifs de l'association à jour de leurs cotisations et de la licence fédérale FFME en cours de validité. Elles se réunissent aux jours, heures et lieux indiqués dans l'avis de convocation adressé par le Comité Directeur.

Les personnes rétribuées par l'association peuvent être admises à assister, avec voix consultative aux séances de l'assemblée générale.

Article 24

Les convocations, signées du Président, sont faites quinze jours au moins à l'avance par lettre adressée par voie postale, électronique et de télécopie à chacun des membres actifs en indiquant l'ordre du jour prévu de la réunion.

L'ordre du jour est arrêté par le Comité directeur.

Article 25

L'Assemblée est présidée par le Président ou à défaut par un membre du Comité Directeur désigné par celui-ci. Il est dressé une feuille de présence signée par les membres de l'assemblée en entrant en séance et certifiée par le Président et le Secrétaire. Nul ne peut représenter un membre s'il n'est lui-même membre de l'Assemblée.

Article 26

Chaque membre de l'Assemblée a une voix et un maximum de deux voix par procurations qui lui ont été données par les membres n'assistant pas à l'Assemblée.

Article 27 - L'Assemblée Générale ordinaire

L'Assemblée Générale ordinaire se réunit une fois par an et en cas de nécessité sur convocation extraordinaire, sur proposition du Comité Directeur ou à la demande du dixième des membres dont se compose l'Assemblée générale.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant et, d'une manière générale, délibère sur toutes les questions d'intérêt général et sur toutes celles qui lui sont soumises par le Comité Directeur. Elle procède à l'élection des membres du Comité Directeur.

L'Assemblée Générale ordinaire, pour être tenue valablement, doit se composer du dixième au moins des membres ayant le droit d'en faire partie : si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est convoquée à nouveau à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois, elle délibère valablement sans conditions de quorum.

Les délibérations sont prises à la majorité relative des voix des membres présents et, le cas échéant, représentés. Les délibérations de l'Assemblée Générale sont constatées par un procès-verbal signé par le Président de l'Assemblée ou par deux membres du Comité Directeur.

Article 28 - L'Assemblée Générale extraordinaire

L'Assemblée générale extraordinaire se compose des membres actifs de l'association.

Elle peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions sur la proposition du Comité Directeur ou sur celle du dixième des membres dont se compose l'Assemblée Générale soumise au Comité Directeur au moins un mois avant la réunion de l'Assemblée.

L'Assemblée Générale extraordinaire statue sur les questions qui sont de sa seule compétence : modifications des statuts, dissolution anticipée. Elle peut décider notamment la dissolution anticipée ou la prorogation de l'association, sa fusion ou son union avec d'autres associations du même genre ayant le même objet.

L'Assemblée Générale extraordinaire, pour être tenue valablement, doit se composer du dixième au moins des membres ayant le droit d'en faire partie : si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est convoquée à nouveau à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois, elle délibère valablement sans conditions de quorum.

Les délibérations sont prises à la majorité relative des voix des membres présents et, le cas échéant, représentés. Les délibérations de l'Assemblée Générale sont constatées par un procès-verbal signé par le Président de l'Assemblée ou par deux membres du Comité Directeur.

TITRE VI - Dissolution – Liquidation

Article 29 - Dissolution - liquidation

En cas de dissolution pour quelque motif que ce soit, la liquidation est effectuée par le Comité Directeur.

Article 30 - Règlement du passif

Si après réalisation de l'actif de l'association, le règlement du passif et des frais de liquidation, il reste un reliquat en caisse, celui-ci sera attribué par l'Assemblée Générale extraordinaire, soit à une ou plusieurs associations sportives, soit à des oeuvres sociales se rattachant directement à ces associations. En aucun cas, les membres de l'association ne peuvent se voir attribuer, en dehors de la reprise de leurs apports, une part quelconque des biens de l'association.

TITRE VII - Dispositions administratives

Article 31 - Le règlement intérieur

Un règlement intérieur est établi par le Comité Directeur qui le fait approuver par l'Assemblée Générale.

Des annexes du règlement d'ordre technique ou administratif peuvent être modifiées et votées par le Comité Directeur dans l'intervalle des Assemblées Générales.

Article 32

Le Bureau remplira les formalités de déclarations ou de publications prescrites par la loi et tous les pouvoirs lui sont donnés à cet effet.

Article 33

Pour toutes les réunions concernant l'action de l'association, à l'exception de l'Assemblée Générale, le Président de l'association ou la personne responsable de la réunion, peut décider de

tenir une réunion sous forme dématérialisée (conférence téléphonique, vidéoconférence, consultation par courrier électronique, etc), pour autant que chaque membre de ladite réunion ait été en mesure de faire valoir son opinion.